

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
8, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an 80 fr.	Un an 112 fr.
Six mois 40 fr.	Six mois 56 fr.
Trois mois 20 fr.	Trois mois 28 fr.
Chèque postal	Delecourt 691-12

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque

DE BRIAND A HERRIOT

L'éternelle duperie

M. Briand estime qu'on peut avoir, étant dans l'opposition, cultivé l'idéal dans l'absolu, mais qu'une fois au Pouvoir, on peut renoncer à certaines mesures qu'on avait autrefois préconisées...

Les *Journalistes* (compte rendu de l'intervention de M. Aristide Briand à la Chambre des Députés).

Nous le savions depuis longtemps, nous l'avions dit souventes fois, mais il ne nous déplaît pas d'entendre l'aveu sortir de la bouche d'un des plus célèbres parmi les politiciens : Aristide Briand.

Généralement, les politiciens protestent de leur bonne foi et de leur pureté d'intention. A les entendre, ils sont prêts à tout pour le bien de leurs électeurs. Et ce sont des Tartufes de belle envergure, sans doute, puisque d'innombrables Orgon se laissent régulièrement piper au miel de leurs promesses. Mais, voici autre chose. Tartufe, vieilli, jette le masque qu'il juge désormais inutile. Cynique à souhait, souriant même, il avoue avoir dupé avec méthode tous ceux qui avaient eu confiance en lui, tous ceux qu'il avait séduits par le charme menteur de sa parole. Mieux, il se trouve tout justifié. Il estime qu'il est de bonne guerre de tromper le pauvre bougre dont le bulletin de vote peut vous envoyer au pouvoir. Pour lui, la politique comprend deux étapes : la première, mentir ; la seconde, se renier. Bourreur de crâne d'abord, renégat ensuite, voilà les deux qualités essentielles du politicien.

Certes, cette déclaration n'apporte rien de neuf, mais elle met beaucoup de choses au point. Reproduite et portée à la connaissance de tous les électeurs de France, elle peut faire beaucoup plus que nos plus virulentes indignations. Mise sous le nez de l'homme-qui-vote, cette déclaration lui montrera sous un jour nouveau la mentalité de l'individu qui vient, le verbe chaud et prenant, lui escroquer son suffrage.

Car, dans la vie courante, comment appelle-t-on celui qui, après vous avoir promis une marchandise surfinie et s'être fait payé grassement, vous enverrait une caisse de victuailles pourries ? Celui-là serait appelé un escroc, et les tribunaux le condamneraient sévèrement. Mais, chose étrange, il est permis à des aventuriers de promettre beaucoup, de recevoir un salaire inappréciable : le Pouvoir, et, après cela, de ne

vous rien donner du tout. Comment qualifier cet acte, sinon d'escroquerie flagrante ?

M. Briand, lui, pousse le cynisme jusqu'à se vanter d'être escroc.

Et c'est là une franchise à laquelle ne nous avait pas accoutumés l'auteur du « Discours sur la Grève générale ».

C'est une franchise, d'ailleurs, qui ne semble pas avoir été du goût de la majorité de ses collègues, si l'on en juge par le piteux accueil qu'éprouva l'orateur.

M. Herriot, au nom de beaucoup de ses collègues, a répondu.

Et M. Herriot, qui ne s'estime pas comme M. Briand à la fin de sa carrière, a montré qu'il goûtait peu les déclarations de l'ancien président du Conseil. « Il est de mon devoir, a-t-il dit, d'essayer de faire triompher, étant au pouvoir, les idées que j'ai défendues dans l'opposition. » Bravo ! voilà au moins un politicien qui reprend la saine tradition du mensonge jusqu'au-boutiste ! Et cette fois, les applaudissements ont crepité.

Remarquez que M. Herriot est peut-être sincère. Mais alors, dans ce cas, il nous paraît singulièrement borné. S'il avait été sincère et intelligent, voyant qu'il était impuissant à mener la barque, il n'aurait qu'à se dévouer à la Côte d'Azur. Il n'en serait pas arrivé ainsi aux concessions déshonorantes que l'on sait.

Car le bilan du ministère Herriot est fait : rien, rien, rien. De toutes les promesses mirifiques, aucune n'a été tenue. L'immunité ? Une amnistie pour les Caillaux, les Malvy et bientôt Sadoul, mais pas pour les malheureux de Biribi. La vie moins chère ? Oui, avec le pain à 1 fr. 55. La politique extérieure ? Ah ! ah ! avec les concessions à Mussolini et à Primo de Rivera, avec la grotesque affaire Blasco Ibañez, après la scandaleuse affaire Candido Rey... et tant d'autres. Le retrait de l'ambassade au Vatican ? Eh ! eh ! cette mesure « diminuerait le prestige moral de la France », insinue M. Briand. Attendez.

« On peut renoncer à certaines mesures que l'on avait autrefois préconisées... », conseille le maître-politicien.

Allons, monsieur Briand, vous êtes maladroit. C'est là un conseil que l'on se donne dans l'intimité, entre collègues, mais qu'on ne vient pas crier à une tribune...

Georges VIDAL.

LE BON MATERIEL

Un train a déraillé à Bourg-la-Reine par suite de la rupture d'un rail

L'autre soir, le train 90, partant à 17 h. 12 de la gare de Luxembourg a déraillé à la gare de Bourg-la-Reine à 17 h. 42, alors qu'il passait sur une aiguille.

Plusieurs personnes, projetées contre les parois, furent blessées. On les transporta à l'hôpital Cochin. Ce sont :

M. et Mme Oudaille, voie des Aulnes, à Sceaux ; M. et Mme Guignepain, rue des Richardins, à Fontenay-aux-Roses ; MM. Juvign, 3, rue de Châtenay, à Fontenay, et Touffé, de Robinson. Tous les six, grièvement blessés, ont été hospitalisés.

L'état de Mme Oudaille est des plus graves.

Moins sérieusement atteints, MM. Paul Aston, rue Boucaut, à Fontenay ; Robert Tissot, sentier des Gaillardins, à Robinson ; Gorgoux, 6, rue de la Femme-Plessis, à Robinson ; Androux, 1, rue Aubanel, à Sceaux ; Vial, 1, rue des Vallées, à Châtenay ; Berthry, 14, rue de l'Orme, à l'Hay-aux-Roses ; Pauchant, 82, Grande-Rue, à Châtenay, ont pu regagner leur domicile.

Le trafic a été interrompu pendant plus de deux heures et ne put être rétabli normalement qu'hier matin. Une grue de 50 tonnes a été nécessaire pour relever la machine.

D'après les résultats de l'enquête, on peut affirmer que l'accident est dû uniquement au mauvais état de la voie. C'est un rail qui, au passage du train, s'est brusquement rompu.

C'est miracle que cet accident n'ait pas amené une catastrophe véritable.

L'AFFAIRE PHILIPPE DAUDET

Léon Daudet porte plainte contre les policiers assassins

Nous ne sommes pour aucune action judiciaire, même quand elle pourrait servir nos intérêts. Nous croyons qu'il y a toujours d'autre moyen de faire la lumière et de réparer les injustices que d'avoir recours aux distributeurs d'années de prison et de bagne. Si nous étions partisans de l'action judiciaire, il y a longtemps que nous aurions poursuivi le directeur de l'Action Française pour diffamation, en raison de ses allégations calomnieuses contre nos militants et contre la rédaction du *Libertaire*. Mais ce n'est pas pour les mêmes raisons que les chefs policiers accusés chaque jour par Léon Daudet du meurtre de son fils, n'ont pas répondu.

Ils auraient été logiques avec leurs « principes » en portant plainte contre celui qui les chargeait d'un crime. S'ils n'en ont rien fait, c'est qu'ils avaient peur de la lumière.

Aussi nous ne nous étonnons pas que Léon Daudet se soit décidé à porter plainte contre ceux qui, selon toute vraisemblance, ont assassiné ou fait assassiner le petit Philippe qu'ils avaient pris pour un « quelconque » copain anarchiste, un fils d'ouvrier sans doute, décidé à faire un attentat.

Voici les passages principaux de la plainte que Léon Daudet a déposée hier entre les mains de M. Leroy, doyen des juges d'instruction :

Le meurtre de mon fils Philippe est établi par l'impossibilité matérielle du suicide. Il n'y avait pas de cartouche dans le canon du revolver trouvé à ses pieds dans le taxi aux vitres fermées, où il agonisait.

Or, si Philippe avait tiré dans le taxi, personne n'aurait pu ensuite manipuler ou changer cette arme. La cartouche qui monte automatiquement dans le canon, quand un premier coup est tiré, n'aurait pas pu ne pas y être encore.

L'absence de cartouche dans le canon rend absolue et évidente l'impossibilité du suicide, suicide que rendait déjà invraisemblable l'absence de balle, de fumée et d'odeur de poudre dans le taxi, la découverte très tardive et inadmissible de la douille, la quantité de sang qui pendant le très court arrêt de la voiture avait déjà traversé le plancher de celle-ci et souillé le pavé, comme l'ont constaté plusieurs témoins.

Mon fils a été tué. Leurs contradictions, leurs extravagances et leurs mensonges suffiraient à dénoncer ses assassins.

En conséquence de quoi Léon Daudet a déposé entre les mains du juge une plainte formelle pour meurtre, complicité de meurtre, détournement de mineur et complicité de détournement de mineur, contre :

Colombo Joseph, commissaire de police mobile à la Sûreté générale, 132, rue Legendre, à Paris ; Le Flautier Pierre, ancien libraire, 46, boulevard Beaumarchais, à Paris, dont la dernière résidence connue est avenue Ledru-Rollin, 173 ; Lannes Auguste, contrôleur général à la Sûreté générale, 38, boulevard Richard-Lenoir ; Marlier Louis, ancien directeur de la Sûreté générale, actuellement préfet de la Corse ; Delange Louis, contrôleur général des Recherches judiciaires à la Sûreté générale, 12, rue Camou.

Sous l'accusation formelle, comment toute cette ficelle va-t-elle se comporter ? Est-ce bientôt l'heure de la lumière ?

APRES LA CONdamnATION DE BONOMINI

Les fascistes provoquent une bagarre à Dijon

La condamnation de Bonomini n'a pu qu'encourager les fascistes dans leurs exploits jusque sur la terre où leurs victimes sont venues se réfugier. Désormais, les Chemises noires se croient tout permis en France. Est-ce que le Bloc des gauches n'expulse pas les ouvriers antifascistes, sur une simple dénonciation de l'ambassade ? Les élèves de Mussolini n'ont donc plus à se gêner.

C'est ainsi qu'avant-hier s'est produite à Dijon, vers 21 heures, « une violente bagarre entre fascistes et antifascistes ». Ce sont les termes qu'emploie l'agence bourgeoise qui nous transmet la nouvelle.

Nous ne connaissons pas les circonstances de l'agression mais nous savons qu'il y a plusieurs blessés dont trois, très grièvement atteints, ont été transportés à l'hôpital, tandis que la police se mettait à la recherche des meurtriers.

Trois arrestations ont été opérées, celles de deux Italiens et un Français qui, tous, protestent de leur innocence.

Les blessés se nomment Cavallini Angelo, 40 ans ; Bertani Umberto, 49 ans, tous deux très grièvement touchés à l'abdomen et au couleau. Baronio Alexandre, 30 ans, est dans un état plus rassurant.

Carlo Tresca est arrêté en Amérique

Il ne fait pas bon en Amérique de militer contre le fascisme. Mussolini a ses grâces d'Etat auprès des dollaristes. Cela n'a rien que de très naturel. Les bourreaux de Sacco et de Vanzetti ne sont-ils pas faits pour s'entendre avec le persécuteur du prolétariat italien ?

Le bon militant Carlo Tresca qui dirige à New-York l'hebdomadaire de bataille *Il Martello* avait été condamné à un an de prison pour ses articles contre le fascisme assassin. Après avoir tergiversé pendant quelque temps Carlo Tresca reçut l'ordre de se présenter le 5 janvier devant le Chef de New-York qui, sous bonne escorte et menotte aux poignets, l'expédia en Georgie pour y être enfermé au droit commun dans les prisons d'Atlanta. Des écrivains de toutes tendances ont eu beau protester, Carlo Tresca devra purger son année de prison, tandis que les Barsoffi, les Barzini, les De Biasi et autres représentants en Amérique du brigand Mussolini se promènent en liberté à travers les cités du Nouveau-Monde.

C'est le camarade Metro Allegra qui remplacera Tresca à la direction du *Martello*.

Si c'était une blague Metchersky la paie cher

Après l'audience du commissaire du gouvernement qui n'épargna pas les plaignants, et les plaidoiries des deux avocats, Metchersky, l'homme au revolver-lampe électrique et à la bombe-repaso, a été condamné à cinq ans de réclusion et à dix ans d'interdiction de séjour.

MM. Hamparoumian et Djenherian, partie civile, obtiennent le franc de dommages qu'ils réclamaient.

Un terrible accident de travail

DEUX TUES ET DEUX BLESSES

A Lians, où l'on procède en ce moment aux travaux d'aménagement électrique de la Tinée, une mine a éclaté prématurément MM. Joseph Bonardi, 31 ans, et Chiffredo Bonansea, 37 ans, tous deux d'origine italienne, ont été tués. Deux de leurs camarades, également Italiens : MM. Dominique Moretti et Achille Bollerini, grièvement blessés, ont été transportés à l'hôpital Saint-Roch, à Nice.

Les ouvriers du roi d'Angleterre se mettent en grève

Sa Majesté George V n'aime pas les travailleurs ; il préfère les valets ; aussi, pour assurer le travail dans ses nombreux palais, à la Chambre des lords et des Communes, a-t-il recours à un certain nombre de « jaunes ».

Mais cela ne vas pas sans tiraillements et les ouvriers syndiqués n'acceptent pas d'un bon œil ces brebis galeuses qui refusent d'associer leurs intérêts à ceux des autres travailleurs. Comme l'on manquait d'ouvriers, le syndicat exigea donc que l'on fit appel à des travailleurs syndiqués ; les services du roi refusèrent et pour protester, les milliers d'ouvriers qui assurent l'éclairage, le nettoyage et l'entretien des palais royaux se sont mis en grève.

La Chambre des lords et des Communes sont plongés dans l'obscurité et le ministère a eu recours à des volontaires pour donner au moins de la lumière au palais de Buckingham, résidence habituelle de Sa Majesté. C'est un bel exemple de défense que les ouvriers anglais nous donnent. Si seulement nous savions en profiter.

Militarisme !

A M. Ducaud et aux autres en toute amitié !

Il était tout jeune ; comme tant d'autres sa belle conscience de révolté l'avait amené à lutter parmi les anarchistes.

Il se montrait actif, désintéressé, il était de toutes les sorties, il allait dans toutes les réunions d'avant-garde pour écouter ou pour prêter la main à ses amis dans les luttes opiniâtres pour défendre son idéal.

Comme tous ses jeunes amis qui luttaient à ses côtés il, avait un profond dégoût pour le militarisme.

Tout le décor de l'armée trouvait en lui un farouche adversaire, nous le trouvions toujours d'accord avec nous lorsqu'il s'agissait d'aller nous dresser contre une mascarade militaire.

Je me souviens de la fameuse soirée des retraites militaires où tous les défenseurs de l'ordre et de l'autorité devaient défilier triomphalement dans les rues de ce Paris d'orgies et de misères.

Rien ne manquait à cette fête qui devait commémorer d'une façon ignoble et l'esprit populaire et la triomphe du Militarisme.

Les files, les gardes républicains, les officiers, les soldats, les pompiers avec leurs torches enflammées et la musique qui jouait les chants du crime, de la mort.

Nous étions venus une poignée au milieu de tous les patriotes, mais avec l'idée arrêtée que nous aussi nous participions à notre façon à ce défilé qui aurait dû souligner la réprobation des travailleurs et qui avait trouvé la sympathie de l'ignorance, de la veulerie. Nous suivions attentivement la colonne où grouillaient côte à côte civils et militaires, il était à nos côtés mordant comme nous sa langue pour ne pas hurler contre cet ignoble spectacle.

Nous étions là attendant le moment propice pour créer nous aussi au milieu des sons triomphants de la musique militaire notre Credo antimilitariste.

L'instant de notre action arrivait, nous nous étions séparés pour nous mélanger plus intimement à cette foule pour que notre contre-manifestation ait le plus grand succès.

Et soudainement, au milieu de cette foule d'abrutis, des milliers de tracts volèrent, qui allaient tomber au milieu d'elle, et aussitôt des cris s'élevèrent conspuant la guerre, l'armée, les conseils de guerre.

La foule stupéfaite semblait morte, elle n'osait réagir, et les cris s'élevaient toujours plus puissants qui semblaient faire frémir de peur cette masse qui était venue là pour adorer, et qui subitement se sentait bouleverser par les cris de vérité qui s'échappaient de quelques poitrines.

Mais les mouches infectes veillaient, aussitôt elles s'acharnèrent sur notre jeune compagnon, aidées des patriotes aux cheveux blancs qui ne risquaient plus rien du Militarisme.

Il fut emmené sous bonne escorte au poste de police, et nous suivions des yeux cette bande qui s'acharnait sur un homme qui avait osé crier sa pensée contre la pieuvre qui tue, qui ravage la nature et la vie.

Nous ragions, nous fixant les uns les autres, avec l'idée commune que si nous avions eu les armes de défense pour tenir tête à cette meute, nous aurions osé affronter le combat jusqu'à l'extrémité.

Jeune ami qui fus ce jour-là victime du Militarisme, tu devais quelques mois plus tard tomber à nouveau victime des mêmes hommes.

Tu n'étais pas de ceux qui combattirent le Militarisme en disant qu'il n'aurait jamais à la caserne, quand ton tour vint tu partis, après de longues réflexions. Tu ne voulais pas rompre avec l'amour de ta compagne, tu désirais revoir les sourires de ton petit, tu t'enfuis la douleur en toi, avec l'espoir que rien ne t'arriverait, et pourtant tu t'en fus pour revenir et ne plus repartir.

Tu as connu la tristesse de la caserne, tu as souffert de la dureté de tes semblables, et quand vint ta première permission, tu oublias le lieu de souffrances pour conserver ta liberté.

Mais ton fervent désir de rester libre, malgré toutes les précautions, tu fus arrêté, puis jeté en prison, tu écoperas du conseil de guerre quelques mois de prison, comme lorsque tu criais à la foule des travailleurs ta haine du Militarisme.

Jeune compagnon, tu as osé te dresser contre la marâtre qui maltraitait ceux qui sont nés sous son toit, tu as tenté de te libérer, tu n'as pas réussi, mais ce que nous savons c'est que si tu payes à l'heure actuelle ta révolte dans une prison, c'est parce que tu haïssais la caserne.

Ton temps n'est pas fini, j'espère que plus rien ne t'arrivera, et qu'un jour tu retrouveras pour toujours ta compagne et ton petit.

Revenu à la vie mouvementée de la lutte sociale, peut-être jetteras-tu autour de toi un regard pour chercher tes amis de la mêlée, et tu pourras l'apercevoir qu'il en manque.

Ceux qui seront absents seront comme tu le fus et comme tu resteras pour toujours, des ennemis des Militarismes.

Jeunes qui êtes aujourd'hui des révoltés, jeunes qui haïssez la caserne, il vous faut crier en juste conscience : A bas le Militarisme !

Dressons la jeunesse contre l'armée, faisons-lui connaître ce qu'est le Militarisme, ce sera la belle lutte pour un avenir meilleur.

Compagnons qui avez plus de vingt ans, n'oubliez pas les jeunes vies qui tombent sous les coups du Militarisme, soutenez fraternellement ceux qui s'en débattent.

A bas le Militarisme ! Vive ses victimes !

F. SARNIN.

Le général Mangin à Loches

C'est avec contentement que je vois sur les murs de Loches une protestation contre la venue à Loches du général Mangin.

Ce dernier doit, en effet, aujourd'hui, donner une conférence... « littéraire » sur un voyage en Argentine ! Il serait préférable de le voir traiter un sujet militaire en une séance contradictoire, car malgré que littéraire, nous connaissons à l'avance le sens de la conférence de ce soir ; mais ces Messieurs prennent des précautions, le général en question, aurait peut-être peur — il a certainement des préjugés, sauf en ce qui concerne la boucherie — de voir se dresser devant lui, en tant que contradicteur quelques-uns des squelettes des victimes qu'il sacrifia avec tant d'insouciance !

Nous sommes, plus que personne, soucieux de la liberté d'expression de chacun, mais, malgré tout, quand il s'agit d'un coupable de cette envergure, nous pensons qu'il serait de meilleur goût de sa part de rester silencieux, d'avoir un peu plus de pudeur et de s'enfermer chez lui en luttant contre les remords qui devraient le ronger !

Ici, la masse est bien veule, et, si toutes les villes étaient comme Loches, le fascisme n'aurait pas de grandes difficultés à surmonter pour arriver au pouvoir et faire lécher ses bottes ; mais ne demandons pas trop et soyons déjà satisfaits de voir des Lochois manifester leur indignation contre l'audace outrancière des réactionnaires préparant la foule à entendre prononcer le nom d'un de ses futurs maîtres (si elle n'y prend garde), du général Mangin, du général couvert de sang !

Que ces « Indignés » — puisqu'ils signent ainsi — soient peu ou nombreux, je suis heureux de les remercier publiquement.

Fernand FORTIN.

Amis lecteurs, abonnez-vous !

LE FAIT DU JOUR

Les adversaires

Le député Clamamus est un brave homme, si brave que l'humanité oublie totalement de faire connaître à ses lecteurs ses états de service.

Car le communiste Clamamus n'est pas le premier venu, c'est un militant sérieux, ennemi du Capital, de l'Etat et du Bloc des Gauches, et c'est pour cela qu'il était présent, vendredi dernier, devant les juges de la correctionnelle.

Eh, oui ! c'est un ennemi de l'Etat et du Capital, et c'est pourquoi il dissimula pour son patron un million et demi de bénéfices de guerre, car en bon communiste il considérait que les gros ne doivent pas payer d'impôts.

Non, mais entendez-vous d'ici le camarade Clamamus engager le pauvre boulot à se révolter contre le patronat, pendant qu'il farfouille dans les caisses et se rend complice de la rapacité des exploitateurs.

Mais il y a mieux. Savez-vous quel est le défenseur de Clamamus ? Non. C'est Léon Blum, son ami Léon Blum, qu'il insulte chaque jour aux Folies-Bourbon, qu'il traite dans la boue ; Léon Blum, le social-traitre, l'ami d'Herriot, et comme les amis des amis, etc... Vous voyez d'ici la chaîne.

Et le populo a confiance, et les bons ouvriers communistes coupent dans les boniments de ces fantoches.

Hier c'était Gally, conseiller municipal communiste de Puteaux, qui se mariait à l'église de Saint-Cloud ; aujourd'hui, c'est Clamamus qui est pris la main dans le sac, et la C.G.T.U. continue à s'acquiescer avec ces êtres-là.

Et l'on nous accuse d'être des contre-révolutionnaires !

Le fameux raid est en panne

Les deux aviateurs partis pour le Tchad sont de nouveau en panne. Cette fois, c'est à Colomb-Béchar et l'on ne peut plus nous dire que c'est la faute à la brume.

Et à quoi a-t-on voulu faire servir ce bluff qui va, d'ailleurs, sombrer dans le ridicule ?

Le « Père Peinard »

Il y a vingt-cinq années, disparut le Père Peinard...

Reprenant la tradition du Père Duchesne, le Père Peinard résolut en 1889 d'entretenir ses lecteurs dans leur propre langage, et rédigea ses articles dans un truculent style populacrier. Il se présenta d'abord comme un hebdomadaire doté de huit pages ; par la suite, en 1890, il ressembla davantage à une revue qu'à un journal, en augmentant le nombre de ses feuillets dont il réduisit le format. La partie supérieure de la première page s'orna d'un dessin figurant un cordonnier interrompant son labeur pour noter ses impressions. L'exergue mentionna : Le Père Peinard, Deus Ronds, Reflets d'un Gniat.

Les événements qui troublèrent à l'époque notre vie sociale, les séditions militaires, les grèves, les luttes entre politiciens et clergé, le Père Peinard les interpréta à ses amis, il expliqua le mécanisme de l'organisation industrielle, l'objet des revendications ouvrières, l'œuvre des révolutionnaires de 48 et 71. Avec un soin délicat, il relata les dernières nouvelles de la province, les menus incidents des groupements anarchistes ; sous les titres de *Saloperies d'Ateliers*, *Coups de tranchet*, *Encore les enjuponnés* ! il tint les ouvriers au courant des injustices dont souffraient leurs camarades, ou de la propagande réactionnaire des prêtres.

Outre le dessin liminaire, le Père Peinard présentait chaque semaine une lithographie originale qu'il se chargea de commenter amplement. Le *Trimardeur*, *Hardi les Gars !* *Creveons le Sac aux Ecus*, *Le Loup* et *l'Aigle* parurent ainsi. Et par eux, l'artiste et le journaliste manifestèrent la misère des chemineaux, la nécessité de contraindre les riches à rendre gorge, les honêtes de la caserne, etc.

Non seulement par lui-même, mais par la formation de groupes libertaires, l'affichage de placards, la distribution de tracts, le Père Peinard fomenta l'agitation. Il se mit en relations constantes avec les clubs anarchistes créés sous ses auspices. A Paris, par les groupes de la Courtille et du Combat, le Révolté anarchiste, l'Union libre des Ouvriers cordonniers ; à Nantes, par le Groupe des Insoumis ; à Tournai, par Les Deshérités ; à Nîmes, Reims, Nice, Marseille, Vienne, Lyon, une propagande intense se fit sous son impulsion.

Lorsqu'éclataient scandales ou émeutes, le Père Peinard imprimait des affiches qu'il distribuait à ses lecteurs et abonnés. Par ce moyen, il espérait toucher plus directement le grand public et l'inciter à protester contre l'iniquité sociale.

Mais l'Etat mettant une imposition de six centimes de timbre par affiche, ce mode de propagande épuisait les ressources du journal.

Alors, le Père Peinard publia des chants révolutionnaires, des brochures, des volumes. De la sorte, il présenta aux ouvriers des chansons telles que *Père Peinard au Populo*, ou des œuvres comme *l'Ere Nouvelle*, de Louise Michel ; *l'Anarchie et la Révolution*, de Jacques Roux.

La tendance libertaire du Père Peinard, ses encouragements prodigés aux grévistes, son interprétation des événements politiques attirèrent l'attention de la police et de la magistrature. Le Père Peinard fut poursuivi pour la première fois vers la fin le 12 décembre 1890, pour avoir complétement « mortifié » de ce général russe, Padiouk, qui s'était vanté d'avoir contribué à envoyer en Sibirie 30.000 nihilistes. On le traduisit devant la cour d'assises de la Seine sur la prévention « d'avoir directement provoqué à commettre le crime de meurtre, ladite provocation non suivie d'effet, en vendant, débitant, mettant en vente et exposant dans les lieux publics, la livraison portant la date du 9 novembre ». En la personne du gérant Faugoux, on le condamna à deux ans de prison et 3.000 francs d'amende.

Ce malheur ne l'abattit pas. A peine le jugement prononcé, il partit d'un plus bel essor. Il agrandit son format, se rendit ainsi extérieurement semblable aux autres organes de la presse, haussa son tirage jusqu'à 10.000 exemplaires, produisit tracts, affiches, chansons, comblant les déficits financiers par les bénéfices réalisés par le *Théâtre Populaire de la Villette* qu'il monta.

Bien que collaborateurs artistiques et littéraires furent en nombre au Père Peinard, toujours, durant son existence, le journal garda l'anonymat de ses articles. La Révolte, précédemment le Révolté, agira de même pour conserver intactes l'unité et l'intégrité de l'œuvre entreprise. Par la suite, on connut néanmoins les noms des principaux rédacteurs et la part respective qui leur revint à la rédaction. Il en fut différemment au Père Peinard, où la personnalité des écrivains s'effaça devant celle du journal. Un nom jaillit seul, celui de Pouget, créateur, par ailleurs de l'œuvre !

Les événements politiques de 1894 influencèrent le Père Peinard. Ses collaborateurs se virent inquiétés ; on perquisitionna dans leurs bureaux et par des moyens détournés la police brisa la vie financière de l'hebdomadaire qui dut disparaître. On le crut mort !

Il ne succomba pas. De même qu'au Révolté succéda la Révolte, et qu'après la Révolte vint le Temps nouveau, la Sociale remplaça en 1895 le vieux Père Peinard. On aperçut dans la salle de rédaction du nouvel organe les anciens collaborateurs de jadis, appliquant le même programme et usant du même procédé. La librairie rouvrit ses portes et publia les œuvres de L. Michel, Pelloutier ou Kropotkine ; de nouveau, les murs de Paris se couvrirent d'affiches signées du Père Peinard ou de la Sociale et invitant la population ouvrière à résister aux exigences patronales. Les peintres amis, Luce, Signac, Constantin Meunier, contribuèrent encore à propager l'anarchisme par l'image. La Sociale prit vite une place prépondérante dans la presse libertaire, conviant les prolétaires à se grouper syndicalement pour la défense de leurs intérêts. Elle vécut de 1895 à 1896, faisant paraître 76 numéros. En 1897, ses rédacteurs décidèrent de reprendre l'ancien titre. Et le Père Peinard, plus virulent que jamais, se présenta ouvertement au public, prêt à lutter avec ardeur contre la magistrature, le clergé, la police.

Le Père Peinard ne vécut que du produit de ses abonnements, de ses fêtes ou des souscriptions. Qu'on nous permette de publier quelques extraits des listes de souscription :

« Un socialiste qui voudrait couper le cou aux capitalistes, 0 fr. 50 ; Une bequée de bons frères d'Agén, 3 fr. ; Saladyndamite,

0 fr. 100. Un jeune ardent de voir la Sociale, 0 fr. 05. »

On voit combien le cœur des lecteurs battait à l'unisson du sien ; on peut se rendre compte combien modique fut chaque versement. Et lorsqu'on songe que ces misérables dons, que ces sous épargnés pour soutenir l'œuvre comme parvinrent à former des milliers de francs, et que ces privations, ces combats durèrent plus de dix ans, on se sent rempli d'admiration devant l'énergie, la persévérance des collaborateurs et le zèle des lecteurs d'un tel journal.

Cette conviction profonde, cette foi ardente en la tâche sociale entreprise qui causa la puissance de notre presse et permit à des journaux comme les *Temps nouveaux* ou le *Libertaire* de lutter sans relâche pour la réorganisation économique et l'éducation de classe, malgré les tracasseries de la police ou les soucis financiers nous démontrent, mieux qu'un quelconque discours, que, selon le mot de Kropotkine, ce qui fait la force d'un journal, ce ne sont pas les ressources pécuniaires, mais la ténacité des hommes qui concourent à son existence.

Pensons-y !

A. DAUPHIN-MEUNIER.

La mort d'un héros

C'est par ce titre que j'apprends la mort de Simon dit Rick dans le « Libertaire ».

Qu'il me soit donc permis ici de rappeler quelques passages de la vie de ce brave — quoique Brouichoux soit mieux placé que moi pour le faire, l'ayant plus connu — et qui pourrait servir d'exemple à beaucoup de jeunes militants.

D'abord, c'est en 1906, le 10 mars au matin, se chamaillant avec les ingénieurs de la Compagnie de Courrières pour empêcher la descente des mineurs, présentant l'effroyable catastrophe, descente qui s'effectua malgré ses vives protestations, on sait le reste. L'inévitable arriva, son dévouement n'eut pas de limite pour tenter d'arracher ses camarades des entrailles de la terre, victimes des ogres de la mine. Puis, après, et pour le récompenser de son dévouement, vint le sinistre Clemenceau lui offrir la Légion d'Honneur. Oh ! stupéfaction, Simon refuse, ne voulant pas être classé parmi les voleurs et les assassins, remercia Clemenceau d'avoir à porter sa décoration au fameux Jaluzot de triste mémoire et, sur l'insistance du ministre pour le faire accepter, il lui déclara formellement qu'il la mettrait plutôt à la queue de son chien.

Puis, plus tard, vinrent les manifestations contre la vie chère, là encore, il se montra à la hauteur de la situation.

Chaque matin, escorté des ménagères du village de Méricourt et des environs, un grand livre sous le bras, il se rendait chez tel fermier, tel épicier ou tel marchand de chaussures, ou de vêtements et vendait aux enchères les marchandises à des prix abordables et remettait ensuite la somme ainsi ramassée aux mercantis et le tour était joué.

Puis vint la guerre de brave qu'il était pour le fameux Clemenceau, il fut arrêté le 1er août 1914, en vertu du carnet B. Incarcéré sous l'inculpation d'espionnage et d'association de malfaiteurs, il vint nous rejoindre B. Brouichoux, E. Beudot et d'autres camarades dont je ne me rappelle plus les noms à la prison de Lens, dire les insultes dont il fut l'objet, ainsi que nous-mêmes, c'est inénarrable ; il fut trimballé dans toutes les prisons du nord de la France, pour enfin échouer à la Santé, où le tabac ne nous manqua pas (hein, Benoît ?)

Voilà expliquées — succinctement — quelques phases de la vie du camarade Simon.

C. VALLEZ.

Aux camarades sympathisants de Sèvres et Chaville

Dimanche dernier, à l'issue de la Conférence de Bastien, il fut décidé d'un commun accord, que le samedi suivant une première réunion constitutive d'un groupe régional aurait lieu.

Il est vraiment urgent que nous rassemblerions nos efforts. Seuls, nous ne pouvons rien. L'Union fait la force. Ne restons pas plus longtemps impossibles devant l'activité de tous les politiciens qui divisent toutes les organisations ouvrières et sèment la haine parmi les travailleurs pour leur plus grand profit.

Allons les amis, réveillons-nous ! Assistez à cette première réunion samedi prochain 31. Le lieu paraîtra dans le « Libertaire », demain ou après-demain.

Notre camarade Fernand nous fera une causerie sur : Le rôle, l'attitude et l'activité des anarchistes pendant et après la Révolution.

ROBERT.

Erreur judiciaire

Le 16 mars 1921, la cour d'assises de la Seine condamnait à quinze mois de prison pour meurtre un chauffeur de taxi, Auguste Foucault.

Foucault se prétendait en état de légitime défense, lors d'une rixe au bois de Boulogne, à la suite d'une altercation avec les voyageurs qu'il conduisait.

Or, des témoins disent maintenant que Foucault avait été attaqué, et n'avait fait que se défendre, après avoir été jeté à terre.

Une enquête en révision a été déposée au ministère de la justice.

Il est vraiment honteux qu'il faille un temps si long pour s'apercevoir d'une chose qui aurait dû être approfondie dès la première heure.

Les engins meurtriers

A l'usine de Joffrecourt, près de Sissonne, un ouvrier algérien a été grièvement brûlé par l'éclatement d'un otus à gaz.

Le malheureux ouvrier a succombé peu après.

Les engins de guerre font des victimes en temps de paix comme en temps de guerre.

Vraiment, que penser de telles usines qui fabriquent des obus de cette sorte, sinon que ce sont des officines de meurtre, et que les travailleurs qu'elles emploient sont doublement esclaves, d'abord comme salariés, ensuite comme asservis au capital guerrier ?

Nos dirigeants

Il est de bon augure de voir la Fédération des Locataires entrer enfin en rapports plus étroits et plus suivis avec le « Libertaire » et de trouver dans les colonnes de notre quotidien, l'accueil et la publicité en sa faveur, les plus larges et les plus sympathiques.

En effet, par les statuts et par la charte élaborée et acceptée au sein de leur Congrès, l'Union confédérale des Locataires de France et des colonies et la Fédération des Locataires de la Région parisienne, doivent avoir toute notre faveur, ainsi que le concours de notre action, en raison du but et des moyens de résistance à l'insitution et aux privilèges de la propriété bâtie qui les animent.

Ces organismes fondés en plein cœur populaire, intéressent au plus haut point les exploités du travail qui sont également les plus modestes et les plus méconnus par les mercantis du logement.

Toutefois il serait souhaitable que les « dirigeants » (des adhérents, tout simplement, mais auxquels, des Commissions exécutives de sections et des Comités ou Congrès ont confié le mandat d'administrer l'organisation) ne se figurent pas que leur poste de confiance et d'action, ainsi que leurs appointements (au fait, pourquoi les salaires pour employés ou pour « Directeurs » sont-ils sensiblement différents ?) leur permettent de se comporter en vulgaires et mauvais patrons, si ce n'est pire.

Hélas ! il en est ainsi dans les administrations ouvrières ; des « camarades », par leur bagout, leur esprit basement courtisan, leurs rampements insinuants, parviennent au faite de l'organisme, s'y installent comme dans une vulgaire C.G.T.U. et aussitôt en possession du biberon sauveur et délectable, descendent, moralement et sentimentalement, au-dessous du niveau des profiteurs bourgeois.

La coopération, le syndicalisme et d'autres groupements de moindre importance, en sont de flagrantes et détestables illustrations.

La confiance des « Cochons de payants » leur laisser-aller, leur passivité, l'insuffisance du contrôle de tous les intéressés enfin, tolèrent, encouragent et absolvent les malins dans l'exercice, sournois d'abord, puis plus accentué et brutal de cette insupportable dictature du « Proletaire » sur le Proletariat.

A l'Union des Coopérateurs, par exemple, les ex-camarades chargés de l'administration, touchent des émoluments — avoués — près de 3 fois supérieurs aux salaires du « personnel navigant » ; ce dernier navigue tellement que de nombreux employés « fortes têtes » ou considérés comme tels — même de peu dangereux communistes — ont été congédiés, par petits paquets ; mais il reste encore — sans aucun souci de leur valeur morale ou simplement professionnelle — les protégés d'Albert Thomas et les « réformistes » !

A la Fédération des Locataires, pour en revenir au véritable sujet de nos actuelles rancœurs particulières — sans préjudice de nos colères et de nos haines générales contre les institutions et iniquités bourgeoises — un employé donc a été rapidement « sacré ».

Avant d'exposer les faits — dont je tiens toujours les preuves à la disposition de tout organisme responsable et loyal de l'organisation en cause — je tiens essentiellement et formellement à préciser qu'il ne s'agit nullement d'une polémique dont pourraient être encombrées les pauvres et chétives colonnes de ce journal ; les gens en cause savent où me trouver, et je me tiens à leur entière disposition pour faire jaillir la vérité, jusqu'à présent, ils ont refusé le contact, comme ils se seraient éloignés de la peste.

Donc, cet employé a été congédié sans qu'il soit relevé contre lui aucune faute professionnelle, non plus qu'aucun langage ou action pouvant ébranler les bases administratives, ou seulement nuire à l'organisation, à son recrutement, à sa propagande.

Plus logiquement, plus normalement, plus simplement enfin, il avait eu l'audace grande de traiter de mouchards des « camarades » ayant porté contre lui et sournoisement, des plaintes non justifiées ; l'une de ces plaintes a été reconnue erronée ; les autres, non reconnues, ne sont pas plus exactes.

En outre, devant les velléités de dictature personnelle du trésorier fédéral — qui ne connaît pas la comptabilité ! — et des brimades mesquines dudit personnage, il avait exprimé à haute voix et sincèrement son désir de combattre ; enfin, pour épurer le milieu, il avait élaboré — sans le concours des gens de la « Direction », un statut du personnel.

Devant cette rébellion ouverte, la Commission exécutive prit une décision : elle mit à la porte l'énigmatique ; celui-ci demanda à plusieurs reprises, et par écrit, l'explication des faits, sa convocation devant un Comité sérieux et impartial pour expliquer et légitimer sa conduite ; cette comparution lui fut toujours refusée, et lorsqu'il se présenta certain soir à l'improvvisu, il trouva la Commission exécutive fédérale représentée par moins de dix membres, alors que statutairement elle est composée de 20 délégués des sections.

Si c'est ainsi que « Justice » est rendue et accomplie dans « nos » organisations, de quoi nous plaignons-nous, lorsque nous avons affaire aux institutions gouvernementales ou patronales ?

De plus la C. E. de la section où cet employé est adhérent et cotisant régulier, mise au courant par lettre des prémisses de la décision, mais avant que celle-ci ne soit rendue, s'est désintéressée des réclamations et suggestions qui lui étaient soumises.

J'ajouterais que le certificat de travail qui a été délivré est confectionné dans un style citroën et que si le camarade congédié en avait eu besoin, il eût été certain de s'en rendre compte, après lecture de ce « fraternel » document : mille regrets, monsieur, mais il n'y a rien pour le moment, on vous écrira !...

Il serait fâcheux, pourtant, que les adhérents d'une organisation ouvrière, quelle qu'elle soit, se désintéressent moins de la façon dont ils sont conduits et administrés, que le personnel y employé soit désemparé à l'abri des caprices ou des manœuvres extrêmes de leurs « collègues » administrateurs, qui en aucun cas — exception faite pour les entreprises capitalistes, en l'état

Pour ceux qui ne croient pas à la nécessité de la propagande anticléricale

Une propriétaire de Montreuil (Maine-et-Loire), Mademoiselle Chantemerle, a mis comme clause de résiliation dans les baux qu'elle accorde à ses fermiers, que ces derniers sont obligés d'envoyer leurs enfants au catéchisme et à l'école « libre » (?) Ainsi les bigots, qui vont criant qu'on ne respecte pas leur liberté de croyance, violent celle des gens qui dépendent d'eux économiquement.

Le fait relaté, dont nous garantissons l'authenticité, est typique. Non contents de bénéficier, par un vol légal de la mise en rapport de terrains qui devraient logiquement appartenir, sinon à la collectivité, au moins à ceux qui les travaillent, il faut encore qu'ils règlent les fautes et gestes de leurs fermiers, qu'ils déterminent le sens de l'éducation (?) que devront recevoir les gosses de ces fermiers !

N'est-ce pas monstrueux, ces droits qu'ils s'arrogent sur les cerveaux des enfants ? Et qui disait que le servage n'existait plus, que la Révolution de 89 l'avait abolie en publiant les droits de l'homme et du citoyen ?

Allons ! nous pouvons voir que servage, capitalisme, fascisme, sont trois mots désignant la même oppression. Le nom change suivant l'époque pour les besoins de leur sale cause.

Entendez-vous cette Chantemerle qui fait surtout chanter les consciences timorées : « tu veux travailler pour que la famille a toi mangent, c'est très bien cela, mais en plus d'une part sur le fruit de ton labeur, que tu m'apporteras, tu élèveras tes enfants en bons chrétiens ; il faut que plus tard, ils soient des individus farcis de préjugés, afin qu'ils ne soient pas des révoltés et qu'ils continuent la lignée d'esclaves qui nous est si utile et que tu représentes si bien. Tu ne veux pas ? Tu es parfaitement libre, mais alors pas de ferme pour toi ici, et tu auras de la difficulté à en trouver ailleurs une plus grande misère sera ton lot.

De pauvres gens se résignent, et font la volonté de la « dame » tant inspirée de pitié et charité chrétienne, et qui aurait fait une digne épouse de ces seigneurs féodaux, bandits cruels.

Il faut donner du pain aux gosses. Alors on les envoie à l'école catholique où les décevront les pères de leur gré leurs petites cervelles façonnables. Et voilà reculé le spectre de la révolution vengeresse pensent les exploités.

Leur hypocrisie n'a d'égal que le culte avec lequel ils mettent en pratique la fameuse formule : « Nous voulons la liberté au nom de vos principes, nous, vous la refusons au nom des nôtres ».

Nous pourrions le dire au père Donceur quand il reviendra nous parler de la liberté de conscience.

Et maintenant, camarades anarchistes, ne croyez-vous pas qu'il faille faire de la propagande anticléricale ?

André CAHIER.

Nos échos

Snoos de luxe.

Un jour, un amateur de livres, un vrai, un de ceux qui lisent, pénètre chez une dame du monde. Il dut attendre au salon.

Il vit un doreur qui s'appliquait, avec ses fers spéciaux, sur des morceaux de bois en forme de dos de livres.

Qu'est-ce que cela ? fit l'amateur. — C'est la soi-disant bibliothèque de la rombière, répondit l'ouvrier, et elle m'a donné un catalogue pour inscrire ensuite des titres, au hasard de la trouvaille ; elle n'est pas fixée...

Ce snobisme stupide a quelque chose de révoltant pour la pensée humaine.

Et ce sont là des gens qui détiennent la puissance et l'argent ?

Ils ne seraient même pas dignes, dans un monde logique et librement organisé, de balayer les ordures.

Leur esprit est une poubelle de préjugés...

ooo

Colette chez Edouard.

Colette a rendu visite à Edouard. La chroniqueuse féline a interviewé le ministre à la page qui s'éteint.

Pape aigü, d'oï sortent des griffes, et qui fut écrite d'une plume très pointue, paraît à un stylet.

Je doute qu'Henriot goûte beaucoup ce que dit cette diable de nuit, comme l'appelle Wague, sur son « beau physique », car pour être ministre, on n'en est pas moins homme...

Colette a le regard très perçant, mais elle n'a pas le cœur doux, et son style se ressent des aigreurs de son caractère.

Certes, il paraît qu'elle aime les chais, mais son fort n'est point dans les châtiments littéraires...

ooo

Sherlock Holmes spirité.

A deux pas de l'abbaye de Westminster, Sherlock Holmes va ouvrir une librairie.

Autrement dit, Conan Doyle, imitateur compliqué d'Edgar Poe et de Gaboriau, las d'écrire des livres, va se mettre à en vendre.

Vous croyez peut-être qu'il va achalandier sa boutique de romans policiers et que le passant y trouvera de quoi satisfaire son goût de problèmes de ce genre ?

Détrompez-vous ! Conan Doyle va vendre non pas des spiritueux ni, peut-être même, des ouvrages spirituels, mais des œuvres sur « les esprits frappeurs, tourneurs et envoleurs ».

Cet Anglais précis et déductif est devenu « piqué » et frappe comme un sourd aux portes de fer du mystère...

GLOVYS.

L'AGITATION ANARCHISTE

GROUPE REGIONAL DE BEZONS

Cinéma Bezons-Palace

Le Vendredi 30 Janvier, à 20 h. 30

Grande Soirée Artistique

au bénéfice du Libertaire

Avec le concours de Loréal dans ses œuvres, Roger Tozmy dans ses chansons de la bulle, Clovys, de la Muse rouge, dans ses œuvres, Marius Brubach dans ses œuvres, Hockmann dans les œuvres de Ch. d'Avray, Géo Robert, Théobald et Foucart. Mlle Maud Géo, de la Muse rouge, Jojo, clown musical ; Quintana, diseur réaliste et Jean Rolla, baryton, dans leur répertoire.

Les divettes Lines de Tarbes et Soléane. Au piano : le compositeur Droccos.

Allocation de Sébastien Faure.

Le groupe théâtral jouera : *Le cultivateur de Chicago*, comédie en deux actes.

GROUPE ANARCHISTE DE BORDEAUX

Vendredi 30 janvier, à 20 h. 30

Bar des Sports

35, rue des Augustins, 35 (salle du fond)

Le camarade

Antoine ANTIGNAC

traitera le sujet suivant :

Le Rôle de la C. G. T. de la rue Lafayette

Le Rôle de la Confédération Unitaire

L'action anarchiste

CLUB DES REFRACTAIRES

38, rue Elie-Guinard, 38

Bordeaux

A Bègles, 177, cours Victor-Hugo

Demain, 29 Janvier, à 20 heures et demi

CONFÉRENCE

PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

par

A. LAPEYRE

sur

Dieu n'existe pas !

GROUPE DE SAINT-DENIS

GRAND MEETING

PUBLIC ET CONTRADICTOIRE

Salle de la Légion d'Honneur

Dimanche, 1er Février, à 14 heures

Anarchisme et Communisme

par CHAZOFF

La Faillite des Partis politiques

par LE MEILLOR

GROUPE DE ROMAINVILLE

Vendredi 30 Janvier, à 20 heures 30

Grande Réunion

PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Salle Danna

39, rue de Paris, à Romainville

Orateur : LOREAL

Sujet traité :

Les Anarchistes dans le Mouvement social

Cours de philosophie

par LACAZE-DUTHIERS

Samedi 31 janvier, à 20 h. 30, Au Rendez-vous du Bâtiment, 6, rue Lanneau (près la rue des Ecoles, Métro St-Michel ou Odéon), Troisième Leçon (trente projections) :

L'HOMME DESCEND-IL DU SINGE ?

Parenté de l'homme et de l'animal. Ce que l'homme doit à ses frères inférieurs. Comment il leur manifeste sa reconnaissance. Que faut-il penser de la vivisection ? Domesticité, carnivorisme, mauvais traitements infligés aux bêtes. La barbarie humaine. Instinct et intelligence. L'homme est-il un animal raisonnable ? Anatomie et physiologie comparées de l'homme et des anthropomorphes. Psychologie du gorille. L'ordre des primates. L'homme-singe, d'après Hæckel. Comment est né le langage. Du rôle de la position verticale dans l'histoire de la civilisation. A qui attribuer l'absence de queue chez l'homme. Le pithecanthropus erectus : âge, dentition,

A travers le Monde

ALLEMAGNE

L'OCCUPATION DE LA ZONE DE COLOGNE

Le Dr Stresemann, ministre des Affaires étrangères a remis hier à Lord d'Abernon, doyen des ambassadeurs alliés à Berlin, la réponse du gouvernement du Reich à la note remise par les alliés le 26 janvier.

Le ministre allemand proteste à nouveau contre la prétention des alliés de ne pas évacuer la zone de Cologne, alors que l'occupation devait prendre fin le 10 janvier 1925.

Toutes les conditions préalables, ont été remplies par les Allemands et le Dr Stresemann espère que les Alliés voudront bien lui donner les raisons pour lesquelles ils prolongent pour un temps indéterminé la situation présente.

UNE IMPOSANTE MANIFESTATION CONTRE LE CABINET LUTHER

Un meeting monstre organisé par la social-démocratie contre le cabinet Luther, a eu lieu hier soir au Palais des Sports où plus de 15.000 personnes s'étaient réunies.

Le président de l'assemblée, le député Kunzler, a déclaré que la formation du cabinet Luther constituait une provocation envers le prolétariat allemand, provocation à laquelle le prolétariat répondrait par une déclaration de guerre.

Le Dr Loebe, président du Reichstag a fait ensuite un résumé de la situation politique intérieure allemande depuis la signature de la paix.

« Les nationalistes, a-t-il dit, après s'être débarrassés par l'assassinat d'Erzberger et de Rathenau, ont successivement entamé des campagnes contre tous les ministres républicains.

« Si la classe ouvrière allemande n'y veille pas, ils ne tarderont pas à rétablir leur domination sur l'Allemagne comme à la veille de la guerre. »

UNE BAGARRE

La séance se poursuit par l'audition d'Hermann Muller, mais celui-ci doit s'interrompre, les communistes en venant aux mains avec les social-démocrates. Plusieurs personnes sont assez sérieusement contusionnées et la police doit intervenir.

ANGLETERRE

LE CHOMAGE EN GRANDE-BRETAGNE

Londres, 27 janvier. — Le ministère du travail annonce qu'à la date du 19 janvier le nombre des chômeurs inscrits sur les registres des sans-travail était de 1.268.700, soit 10.154 de moins que la semaine précédente, mais 17.878 de plus qu'au 19 janvier 1924.

LA GREVE DES PALAIS

La grève soudaine déclenchée hier matin par environ un millier d'ouvriers électriciens, mécaniciens, chauffeurs, préposés aux ascenseurs de l'« Office des travaux publics », menace de prendre de l'extension.

Cet « Office des travaux publics » est un département ministériel chargé de l'entretien des palais et édifices gouvernementaux, de la Chambre des Communes, de la Chambre des lords, des ministères, du Palais de justice, des musées et de deux ou trois hôpitaux.

Cette grève a été proclamée pour protester contre le fait qu'un électricien engagé par la direction de l'Office avait refusé de se syndiquer. A l'heure actuelle, la plupart des ascenseurs des ministères ont cessé de fonctionner. Au Palais de Justice, le chauffage central est complètement interrompu. Des mesures spéciales ont été prises pour assurer le chauffage du palais de Buckingham.

Le gouvernement, observant en cela les précédents, s'abstient de prendre part à un conflit entre syndiqués et non syndiqués. Il consensuellement aux leaders grévistes de soumettre le cas à la cour d'enquête industrielle. On déclare cependant que si la grève se prolonge tous les grévistes — qui sont fonctionnaires — seront déclarés démissionnaires et remplacés.

La grève pourrait prendre une grande extension, car le syndicat des électriciens a déjà assuré qu'en cas de besoin il soutiendrait, par tous les moyens, ceux de ses membres qui sont engagés par l'Office des travaux publics.

AUSTRALIE

FIN DE LA GREVE DES DOCKERS

Melbourne, 27 janvier. — Le conflit entre dockers et armateurs, qui avait éclaté il y a plusieurs semaines, à la suite de privilèges consentis aux dockers anciens combattants, et qui avait provoqué de graves désordres, s'est terminé aujourd'hui, les grévistes ayant accepté de reprendre le travail.

BELGIQUE

L'OUVRIER AVAIT RAISON

Le sénateur Renier, président du syndicat national des cheminots avait intenté un procès en dommages et intérêts à un employé des chemins de fer qui a publié une brochure dans laquelle il écrit que les fonctions de président du syndicat sont une source de gros profits.

M. Renier, ayant reconnu qu'il touche un traitement de 21.900 francs, des indemnités de déplacements atteignant 10.000 francs, qu'il jouit en outre d'un logement gratuit, — sans tenir compte de son indemnité sénatoriale, — le tribunal a déclaré les conclusions du demandeur non fondées.

ITALIE

DES FISSURES DANS L'OPPOSITION

On commente vivement dans tous les milieux politiques le fait que le groupe populaire (catholique), tout en affirmant sa solidarité avec les autres fractions parlementaires composant l'opposition dite « de l'Aventin », a éprouvé le besoin de garder l'initiative quant à l'établissement de son propre programme.

Maximalistes et républicains vont se réunir pour examiner la situation résultant de cette décision de l'important groupe catholique, mais d'ores et déjà, la solidarité des partis de l'« Aventin » est ébranlée, et de l'avis général, une première brèche s'est produite sur le front des groupes d'opposition.

LEURS DIVIDENDES

— Avenue de la République, à Bagnole, un tramway fonce un camion-auto conduit par M. Emile Tazi. Le chauffeur Joseph Peuliot, 9, rue Beaumarchais, est grièvement contusionné.

— Un ouvrier carrier, Pierre Dumay, demeurant à Sannois, est tombé d'une hauteur de quinze mètres au fond d'une carrière, et s'est tué sur le coup.

— En réparant une chaudière dans une usine d'électricité, 1, avenue d'Argenteuil, à Gennevilliers, M. Jules Henry, 12, rue du Château, à Saint-Ouen, tombe d'une hauteur de trois mètres. Le crâne fracturé, le blessé est admis à l'hôpital Beaujon.

— Le cadavre de M. Hervé, 39 ans, marin pêcheur à Tréboul, disparu depuis le 5 janvier, est retrouvé flottant sur l'Odé, à Quimper.

— Entre Barges et Jussey (Haute-Saône), un cantonnier, M. Joseph Migeon, 49 ans, est tué par un train.

— A Arudy (Basses-Pyrénées), M. Frédéric LaLorde, 35 ans, de Pau, vagabond à la Compagnie du Midi, a été écrasé par un train.

— M. Adrien Doudoux, employé de chemin de fer, demeurant à Amiens, est écrasé par un train, en gare de Saluz.

— Une conduite de vapeur a explosé dans la chambre des machines de la minoterie Laraison, à Bornie, alors que trois ouvriers procédaient au décaissage d'une chaudière. Le déplacement d'air fut si violent que la porte extérieure se referma, retenant les trois ouvriers dans la chambre des machines.

— L'un d'eux, nommé Ferré, âgé de 30 ans, fut atrocement brûlé sur tout le corps, son état est désespéré. Les deux autres portent des brûlures aux mains et au visage.

Pour soutenir votre "Libertaire"

Amis lecteurs abonnez-vous!

Chez les faiseurs de lois

TOUJOURS LE VATICAN

La Chambre a repris, ce matin, la discussion du budget des Affaires étrangères. Paul Simon continue son discours commencé hier après-midi. Il essaie de démontrer que la suppression de l'ambassade risquerait d'aliéner l'opinion des masses catholiques dans le monde.

« Ou donc la théorie des masses va-t-elle se nicher ? On croyait qu'elle était l'apanage du seul parti communiste.

Il s'égosille, il crie, il parle en jésuite d'une politique d'apaisement et de réconciliation, et il exalte la paix religieuse comme si des mitrailleuses menaçaient les curés... »

Ybarnegaray se fait remarquer, une fois de plus, en parlant d'un corbeau qu'on aurait décoré pendant la guerre et embêté pendant la paix.

Herriot dit qu'il ignore ce fait. Paul Simon revient et nie qu'il y ait un péril clérical.

Les cléricaux de la Chambre lui font un maigre petit succès d'estime. Alors, l'abbé Bergey, que Pierre Bertrand, par antiphrase, appelle un « mauvais Bergey », du pays de Mandel, monte à la tribune.

Il n'est ni chèvre, ni chou, et lance à Briand un de ces coups d'encensoir comme seul peut le faire un ensoutané conscient.

Il veut être conciliant, mais, en somme, à travers ses paroles, apparaît le sectaire qui se révèle par un accent de domination très évident.

La séance de l'après-midi s'ouvre à quinze heures.

Bergey fait comme le nègre de MacMahon, il continue. Il devient didactique, et il tente des digressions aux phrases lourdes qu'il assène sur une chambre endormie et quelque peu lasse.

Cet abbé aux gestes de dominicain évitant les flammes d'un enfer inexistant, finit par se perdre au fond de son discours, et il nage parfois lamentablement, dans un effort physique qui l'empourpre.

Il cite Helsey, l'Internationale, le « Journal du Peuple ». Une vraie revue de la presse telle que celle de la quatrième page de l'« Action Française » ou de la deuxième de « Paris-Midi ».

Désiré Ferry, Bouglé et tutti quanti ont les honneurs de ses citations.

Enfin, il termine par un éloge d'Herriot au point de vue de son amabilité privée, de son affabilité, d'un tas de qualités qu'il lui trouve subitement...

La séance se termine par un discours de Charles Spinasse dont il faut, pour notre gouvernement, et toutes réserves faites, noter ceci :

« Je voudrais rechercher, dans un examen rapide de la situation économique de la Russie, les effets de la politique bolcheviste et dresser le bilan de sa faillite, le bilan qu'il faut connaître si nous voulons apporter au peuple russe le secours immédiat que nous lui devons, ne fût-ce que pour lui rendre un peu de ce qu'il nous a donné en sacrifiant trois siècles de son histoire à protéger l'Europe des invasions orientales.

« La révolution russe restera dans l'histoire une révolution paysanne née du désir de posséder l'outil et la terre.

« De même que le paysan français n'a pas voulu admettre que les nobles gardassent des privilèges que leurs services ne justifiaient plus, les moujiks s'étaient transmis la légende de l'oukase libérateur de Catherine II, que les grands propriétaires avaient empêché de parvenir jusqu'à eux le coq d'or, le feu vengeur, se promettant souvent dans les biens de ces propriétaires. Le désir de la terre suscitait pillages et jacqueries.

« Les bolchevistes ont assouvi ce désir brutalement, sans ménagement technique, pour assurer leur dictature. Les paysans se sont jetés sur les terres les plus voisines, au cri lancé par Lénine : « Pillez ! »

« Les résultats ? La surface ensemencée n'est plus que de 80 % par rapport à l'avant-guerre et la production de 65 %. Les causes de cette déchéance apparaissent clairement. C'est la nature même de ce partage anarchique qui a abouti à un horrible morcellement et à l'instabilité.

« C'est la diminution du cheptel, réduit de 40 %. C'est la disparition presque complète de l'outillage, dont la consommation n'atteint pas 15 % de celle d'avant-guerre. C'est surtout le retour au marché local, à l'économie des siècles passés, à l'économie primitive où l'équilibre des échanges se fait pas le bas.

« On ne produit plus pour vendre, mais pour acheter. Or, le paysan russe ne trouve rien à acheter : pas d'outillage, pas d'engrais, aucun objet manufacturé.

« Il reste donc chez lui, travaillant pour lui-même et pour le petit artisan voisin. Il réduit les cultures industrielles ; il réduit même le blé qu'on lui arrache parfois à un prix de famine : la Russie en importera en 1925.

« Que se passe-t-il dans ces villages au fond des steppes ? On assiste à une réaccumulation progressive de la propriété. L'usure brutale reparait. L'affermage et la prolifération se développent.

« Une classe de paysans riches, avides, grossiers se constitue rapidement et recherche, demain, la prépondérance politique.

« Des symptômes de crise profonde se manifestent : refus de l'impôt, assassinats, élections anticommunistes. On sent grandir ce désir de consolidation qui fait les 18 Brumaire et les 2 Décembre, et le mépris des villes infécondes.

« On se demande si les paysans ne sont pas prêts à acclamer le nouvel Horthy qui se dressera contre le prolétariat ouvrier.

« Comment se fait-il que l'état industriel de la Russie, jadis plein de promesses, soit dans une telle décadence ? Dans un rapport du 25 janvier 1921, M. Rykoff disait lui-même que la vie économique de la Russie des Soviets ne représentait pas le tiers de ce qu'il faisait vivre la Russie en temps de paix et qu'elle subsistait sur ses réserves, mais que ces ressources s'épuisaient.

La discussion est ensuite renvoyée à demain et la séance est levée.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

En peu de lignes...

Un grave incendie à Pantin

Un très violent incendie a éclaté, l'autre nuit, à Pantin, dans un atelier de carrosserie, situé 13, rue Auger. Le feu gagna les écuries d'une fabrique de porcelaine contiguë, dans laquelle six chevaux furent carbonisés.

C'est vers 3 h. 30 que des agents aperçurent une colonne de fumée s'échappant de la toiture des ateliers, vastes bâtiments en bois de 100 mètres de long sur 50 de large.

Bientôt, avant que les pompiers soient arrivés, l'établissement n'était plus qu'un vaste brasier.

Un incident ridicule, qui marque bien la sottise administrative : les pompiers de Paris appelés durent attendre un quart d'heure à la barrière l'autorisation de franchir les fortifications, autorisation qui devait être donnée par M. Martz, commissaire de police de Pantin.

Pendant ce temps-là, ça flambait... On dut se contenter de protéger les immeubles voisins.

Il n'y eut, heureusement, aucun accident de personne. Les dégâts s'élevèrent à un million. On attribue le sinistre à la combustion spontanée de vernis à base d'alcool.

Un autre sinistre rue Ramus

Un autre incendie s'est déclaré hier, vers 5 heures, 64, rue Ramus, dans les ateliers de M. Biémet, fabricant de formes à chaussures.

Il y a 120.000 francs de dégâts.

Le désespoir

Ezio Astoli, 56 ans, demeurant 23, rue Saint-Sulpice, s'est tiré, hier matin, une balle dans la tête. La mort a été instantanée.

— M. Louis Jaffré, 27 ans, de Bezons, se tire une balle de revolver dans la tempe. Il succombe à l'hôpital.

Attaque nocturne

Joseph Belloni, 41, impasse Roux, qui passait boulevard Ornano, a été attaqué et blessé à la tête par un inconnu en fuite.

Une drôle de surprise

Le plancher s'effondra soudain sous M. Herit, 149, Grande-Rue, à Saint-Maurice, qui se rasait. Il tombe chez une voisine, Mme Witram, qui s'évanouit.

Personne, heureusement, n'est blessé.

On arrête

Huit jeunes gens habitant Saint-Maur et la région ont été arrêtés pour avoir volé des magnétos et du plomb dans une usine 33, rue de la Chaussée.

Encore un concierge pincé

Mme Bornave, concierge, avenue du Château, à Vincennes, et son fils, avaient offert un petit logement de deux pièces et une cuisine pour un loyer de 1.400 francs, plus 700 francs de denier à Dieu et 2.300 fr. pour quelques meubles appartenant au fils Bornave.

Mais quand le locataire vint emménager la concierge lui dit : — J'ai trouvé mieux. On me donne 1.500

francs de loyer, 500 francs de denier, à Dieu et 3.000 francs pour les meubles. » Le locataire s'en fut chez le commissaire qui verbalisa.

Déraillement d'un train de marchandises

Montluçon, 27 janvier. — Un train de marchandises en manœuvre a déraillé en gare de Chamblat-Nérès. Les dégâts matériels sont importants.

Les trains circulant sur la ligne de Montluçon à Moulins ont subi, du fait de cet accident, de sérieux retards.

La société bourgeoise et les intellectuels

On arrête pour mendicité, à la station du Métro « Sévres-Lecurbe », un homme vêtu d'un manteau de femme et tenant un petit sac à main. Amené au commissariat du quartier Saint-Lambert, il déclare se nommer Eugène Cochu, 48 ans, sans profession ni domicile, bachelier ès-sciences et ès-lettres. Le manteau et le sac proviennent d'un vol commis récemment à l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle. On l'a envoyé au Dépôt. S'il avait eu de quoi manger il n'aurait pas volé.

Un sauveur

Melun, 27 janvier. — M. Thomas, éclusier, se porte au secours de M. Henri Diélemanc, 55 ans, qui, aveugle, venait de tomber dans le fleuve. Il réussit à le sauver.

Accident d'auto

Bourg, 27 janvier. — Sur la route, à Artemare, par suite du verglas, une remorque chargée de bois se jette sur un camion-auto, qui se renverse. M. Anthoine Verard, de Talissieu, qui se trouvait sur le siège, roule sous les roues et meurt écrasé.

On repêche le cadavre d'un ouvrier d'usine

Béthune, 27 janvier. — On a découvert dans une rivière, à Annezin, le corps de l'ouvrier d'usine Aristide Pouilly, âgé de 52 ans, disparu de son domicile depuis samedi dernier, qui portait à la tête deux larges blessures semblant avoir été faites avec un instrument contondant.

L'enquête ouverte permit d'établir qu'Aristide Pouilly avait eu, samedi soir, une violente discussion, dans un cabaret, avec un de ses compagnons de travail qui affirme l'avoir quitté à 21 heures.

On se demande s'il s'agit d'un crime, d'un suicide ou d'un accident.

Une locomotive en feu

L'autre soir, la locomotive d'une rame de wagons a pris feu, gare Saint-Michel. Les pompiers ne furent maîtres du sinistre qu'après deux heures d'efforts.

PARIS ET BANLIEUE

— Surpris cambriolant une usine, 70, rue Molière, à Ivry, et arrêté, Jean Boulay se jette sous une auto pour se tuer. Mais l'auto le contusionne à peine.

— A Chèvreville, un ivrogne, le Belge Van Enco, 52 ans, ouvrier de culture, brutalise sa femme et ses deux enfants, puis se pend à une meule en plaine.

— Mme Marie Fousse, 42 ans, 56, rue des Laitières, grièvement brûlée par suite d'un retour de flammes en gisant sur son poêle, a succombé à l'hôpital Cochin.

DEPARTEMENTS

— A Monein (Basses-Pyrénées), M. Fabien Bordenave se blesse mortellement en chargeant son fusil.

— Edouard Andrieux, qui tenta d'assassiner, dans un train, à Carpentras, son camarade, M. L'Andri, a été condamné à cinq ans de réclusion.

Toulon, 27 janvier. — Un sidecar est coincé entre deux charrettes, à Le Muy. L'un des occupants, M. Jérôme Graglia, cultivateur à Cagnes-sur-Mer, a été tué. Un autre, M. Rondelli, boucher à Beausoleil, est grièvement blessé.

La Librairie sociale

9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

GEORGES LOUIS

par Ernest JUDET

Voici que sortent de l'ombre, pour porter leur témoignage, dépêches officielles, lettres et notes particulières, tous les textes jusqu'ici secrets sur la guerre.

8 fr. 50 ; franco recommandé, 9 francs
Chèque postal : Devry 619-53

LA GRANDE PITIE

DES AVEUGLES DE GUERRE

Un franc ; franco, 1 fr. 15
Chèque postal : Devry 619-53 Paris

Récidiviste

(NOUVELLE)

par Louis LORÉAL

III

Jacques se trouva donc libre avec 180 francs qu'il avait gagnés en prison.

Son premier soin fut d'aller aux nouvelles de sa mère. Hélas ! au lendemain de son arrestation elle était morte, achevée par le coup que lui porta l'incarcération de son fils.

Alors, tout désespéré, il erra un moment dans le quartier. Puis se décida à louer une chambre meublée pour le prix de 100 francs par trimestre. Il ne lui restait plus que 80 francs, mais au moins il était sûr de ne pas coucher dehors.

Ensuite il alla au restaurant (pour une fois, dit-il), s'offrir le repas que son estomac réclamait depuis neuf mois. Puis il acheta les objets nécessaires à sa toilette... Quand un problème angoissant se posa.

Pour se présenter devant les employeurs, ses vêtements n'étaient plus assez propres, non plus que convenables. Il fallait en acheter d'autres.

Il se souvint alors que quelques camarades d'antan parlaient du carreau du Temple où l'on pouvait s'habiller assez bon marché.

Il y alla et fit emplette d'un vêtement d'occasion, mais en bon état, et regagna sa

chambrette, n'ayant plus que 13 fr. 50 en poche.

« Bah ! se dit-il, je trouverai vite de l'ouvrage. Ce ne sont donc que quelques jours de privation qu'il me faudra supporter ! »

Plusieurs jours durant il alla en quête de travail, vivant d'un morceau de pain et de fromage. Mais ses démarches restaient vaines. Il se rendit alors dans une agence de publicité qui faisait faire des adresses de catalogues. Il était payé 6 francs le mille.

A peine pouvait-il faire son mille dans la journée, car il passait encore une bonne partie de son temps à chercher un emploi ; mais enfin cela lui permettait de vivre en attendant une place meilleure.

..

Un matin, il eut une lueur d'espoir !

Son chef de service, qui éprouvait pour lui une véritable sympathie — car Jacques accomplissait strictement son ouvrage et ne se livrait jamais, comme ses camarades, à des plaisanteries pendant son travail — lui indiqua une maison dans laquelle on avait besoin d'un caissier.

Jacques alla donc s'y présenter et fut reçu par le patron, un vieillard qui portait la bonté sur son visage.

Jacques lui exposa ses capacités, le patron fut ravi, puis lui demanda ses références et son casier judiciaire.

Encouragé par l'aspect paternel de l'employeur, Jacques lui conta tout son passé et termina ainsi sa confession :

« Je veux redevenir un honnête homme ! Vous qui avez les moyens de me sortir de la fange, ne me refusez pas votre appui et vous n'aurez qu'à vous louer de mes services ! »

Mais, à mesure que le jeune homme parlait, le visage du vieillard se rembrunissait, et c'est d'une voix cassante qu'il lui répondit en ricanant :

« Ah ! ah ! je la connais cette antienne ! Et puis, quand vous aurez capté ma confiance vous me remercierez de la bonté en partant avec ma caisse, n'est-ce pas ? Non ! non ! Je ne veux pas de voleurs dans ma maison ! »

— Mais, monsieur... tenta d'objecter Jacques.

— Non, pas d'explications ! Sortez, ou j'appelle les agents ! »

Jacques partit en versant des larmes de rage et de douleur.

Rentrant à l'agence, il fut appréhendé par son chef qui s'enquit des résultats de sa démarche. Jacques lui raconta tout.

Alors, devenant écarlate, l'homme lui dit : « Comment ! vous, un voleur ! Et vous avez osé, abusant de ma confiance, vous recommander de moi ? Allez, ouste ! Prenez vos affaires et ne remettez plus les pieds ici ! »

Il se trouvait donc de nouveau sans travail et sans argent. Or, le lendemain il devait donner les cent francs du terme à

son propriétaire, qui ne voulait accorder aucun délai à ses locataires.

Eut c'est pourquoi ce soir-là, après avoir traversé une journée si fertile en incidents, il sentait son cœur déborder d'amertume et que, devant tant d'adversité, se voyant seul contre tous, découragé, abattu, il allait mettre fin à ses épreuves lorsque Paul Amiot l'appela.

IV

Revenons, maintenant, au café de Ménilmontant.

Paul dépensait tous ses efforts à encourager Jacques. Mais en vain !

Écoute-t-on la voix de la raison quand on n'a pas de quoi manger

L'Action et la Pensée des Travailleurs

FEDERATION NATIONALE
DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE
DU BATIMENT et des TRAVAUX PUBLICS

Déclaration aux travailleurs du Bâtiment

Pour la deuxième fois depuis 1907, date de son Unité, la Fédération du Bâtiment vient de subir une nouvelle scission. Une première fois (décembre 1921), les Réformistes battus par les Révolutionnaires, se séparèrent et fondèrent une Fédération du Bâtiment. Une deuxième fois (décembre 1924), la C.G.T.U., vassale du Parti Communiste, n'ayant pu s'emparer de la vieille Fédération syndicaliste révolutionnaire, organisait un Congrès dissident du Bâtiment, et dans un but dit d'Unité, créait une troisième Fédération du Bâtiment politique.

Devant cette division ouvrière (que les transfuges osent appeler l'Unité), le Patronat et le Capital ont encore de beaux jours à vivre. Si les partisans du P.C. enregistrent la présence de 176 organisations dissidentes au soi-disant Congrès, le bluff est trop formidable pour que nous ne mettions pas en garde les gars du Bâtiment, et nous mettons au défi les responsables de publier la liste des syndicats fantômes, squelettiques et morts-nés ayant plus d'un an de présence à la Fédération, conformément à l'article 7 des statuts fédéraux. ET OU SONT DONC LES 3/5^{es} DES SYNDICATS REPRESENTES ? Les travailleurs du Bâtiment ne seront pas dupes de ces diviseurs du mouvement ouvrier.

Mais revenons un peu en arrière. Quand la C.G.T.U. fut constituée, la Charte d'Amiens lui servit de base. Toute politique était impitoyablement bannie de ses syndicats.

Mais depuis les événements ont marché, l'Internationale Syndicale Rouge et la C.G.T.U. sont devenues vassales du Parti Communiste. Aux Congrès confédéraux de Saint-Etienne et Bourges (1922 et 23), la Charte d'Amiens fut subordonnée, brisée, violée ; la politique travaillait dans l'ombre pour s'emparer des syndicats ; elle y a réussi en partie ; mais la Fédération du Bâtiment s'est insurgée contre cette ingérence ; elle n'a pas voulu laisser ravir son indépendance, elle a voulu sauver le Syndicalisme en danger.

Devant elle tout fut mis en œuvre pour s'emparer ou la détruire, c'était le mot d'ordre : guerre sourde et lâche, fusillade du 11 janvier, sabotage des réunions et du Travailleur du Bâtiment, épithètes de coupe-révolutionnaires, petits-bourgeois, aventuriers, adressées à ses militants ; introduction dans les organismes syndicaux des Commissions syndicales ; Monmousseau prenant la responsabilité de couvrir la dictature du gouvernement russe ; puis la reconnaissance à l'Union des Syndicats de la Seine (après les avoir répudiés) des scissionnistes du Bâtiment et agents de Moscou : Teulade, Nicolas, Clavier, Vésine, Dessay et autres, et tout cela au nom de la C.G.T.U.

Puis enfin, passant par dessus la tête de la Fédération, cette même C.G.T.U., violant nos statuts, organise le Congrès des dissidents, et dans ce fameux Congrès, le scissionniste Teulade a déclaré QUE MAINTENANT IL ALLAIT FAIRE EMPLOYER TOUS LES MOYENS POUR DEMOLIR LA VIEILLE FEDERATION.

Devant toutes ces trahisons, la Fédération du Bâtiment n'hésite pas, et le 1er janvier, elle prit son autonomie fédérale.

Et maintenant, débarrassée des politiciens, la vieille Fédération continue. De toutes ses forces elle se dresse contre les réactions, contre le fascisme assassin. Elle proteste contre l'expulsion des militants étrangers. Elle travaille avec ardeur pour l'augmentation des salaires, pour la diminution des heures de travail, pour la suppression du marchandage et du tchéronat, pour le groupement syndical. Ses syndicats syndicalistes doivent œuvrer pour l'émancipation intégrale des travailleurs.

A nos syndicats, à nos syndiqués, aux travailleurs du Bâtiment, il était nécessaire de faire cette déclaration. La Fédération du Bâtiment sera à la hauteur de sa tâche et continuera à porter au plus haut point par l'éducation corporative et sociale, l'idéal du Syndicalisme Révolutionnaire.

Travailleurs du Bâtiment, SERREZ LES RANGS, GROUPEZ VOS SYNDICATS, RECONSTITUEZ-LES LA OU ILS ONT DISPARU, ET VIVE LA VIEILLE FEDERATION SYNDICALISTE !

Le Bureau Fédéral
et la Commission Exécutive.

A l'Union des Syndicats unitaires de la Seine

Les bannières et les étendards qui ornent la tribune, ne suffisaient pas à dissiper l'atmosphère de défiance et de gêne qui semblait planer sur le dernier congrès de l'U.D.S.

Une curieuse impression s'en dégage, c'est que les communistes semblent quelque peu surpris et anxieux de leur triomphe. Ont-ils l'intuition que ce succès ne sera et ne peut être que de courte durée ?

Ont-ils la notion exacte de l'œuvre néfaste qu'ils viennent d'accomplir, au cours de cette année ?

Se rendront-ils compte qu'ils ont été un peu fort, et que le résultat a dépassé de beaucoup leurs espérances ? Peut-être !

Toujours est-il que malgré les pointes savantes de Raynaud, les invitations répétées du président Vadecart « qui n'a certainement jamais vu cela, lorsqu'il était secrétaire », malgré les attaques timides de certains délégués, aucune critique à fond n'a été faite.

Ce sera pour une autre fois. Quelques militants et non des moindres, ont déjà donné de la voix, et il est fort probable qu'à l'avenir, à mesure que les appétits et les visées du P.C. s'étaleront au grand jour, d'autres se cabreront et crèveront, espérons-le, un retrait qui ne peut être que profitable au syndicalisme.

La première session du Congrès de fu-

sion de la Seine et S.-et-O. a été un jalon de posé sur la constitution d'un labour-party français.

A présent, plus d'équivoque possible ; la subordination du syndicalisme au parti communiste, est avouée officiellement par ses représentants les plus directs.

Monmousseau a renouvelé et précisé ses propos de Bourges.

Pendant une heure passée, ce représentant du gouvernement russe a fait à la tribune du Congrès, le procès du bloc des gauches, pas un mot, pas une phrase ayant trait au syndicalisme.

Il dénonce l'alliance du bloc anarcho-réformiste et bourgeois contre le P. C. Il y voit là, la manifestation certaine du fascisme, tout ce qui n'est pas du parti ou de la C.G.T.U., est fascisme. Tous ceux qui ne veulent pas payer des cotisations d'une façon officielle ou détournée, à la seule et grande organisation révolutionnaire, font bloc avec les ligueurs. Mais malgré tout, il clame sa volonté d'unité. Il est absolument impossible de tirer quelque chose de clair de ce monument d'illogisme et de jésuitisme. Après quelques interventions confuses de camarades qui n'ont pas encore attaqué de front la tactique des orthodoxes, la deuxième session est fixée à dimanche prochain.

Espérons que ce jour-là les positions se seront affirmées et que naitra un nouvel état de fait, et d'esprit, pour mettre un terme aux agissements néfastes des destructeurs du syndicalisme. DE GROOTE

Grifferies...

Le haut-parleur unitaire.

A la C.E. de l'U.D.U. du 8 décembre 1924, une importante décision fut prise. Il fut décidé d'acheter un haut-parleur afin de faire entendre à bonne parole. Ce serait le discours obligatoire à tous, même aux masses inconscientes et inorganisées.

Il y eut un essai malheureux. Le citoyen Rabaté expliqua lumineusement dans le merveilleux appareil les dangers du plan Dawes. Au bout d'un quart d'heure les trois-quarts des fidèles étaient endormis. Après une demi-heure, les plus résistants du dernier quart avaient de la névralgie et de l'hémiparésie.

Cela causa un grand inconfort. Le quorum ne put être atteint pour voter les litanies de fidélité au Kremlin. Rabaté fut prié d'aller exercer ses talents oratoires à la C.G.T. et chez les autonomes.

Néanmoins, le haut-parleur subsistait. Il sera relié directement par la T.S.F. au poste de Tsarkoï et transmettra automatiquement les mots d'ordre de Moscou.

On dit même que l'emploi en sera généralisé. Certains masoquillards seront remplacés par des « moscouphones ». Il en résultera une économie pour le gouvernement russe et un avantage pour les auditeurs français. Les mots d'ordre seront uniformes afin de réaliser une dévotion unanime chez les Beni-Oui-Oui.

Haro sur le haudet !

Dernièrement, un syndicat textile de la région lyonnaise quittait la C.G.T.U. pour se réfugier provisoirement dans l'autonomie.

Cela fit du bruit dans le patelin à tel point que la cellule du P. C. apposa une affiche pour vouer les mécréants aux enfers bolchevistes. Le syndicat répliqua par une autre affiche... très lute de classe. Les patrons, les politiciens, même ceux du P. C., les soudards, les ratichons, tout était passé en revue.

Le dimanche d'après, le curé montait en chaire et appelait la colère de Jehovah contre ce damné syndicat qui avait outragé les serviteurs de Dieu en les traitant de parasites et d'êtres nuisibles.

Parmi les paroissiennes, se trouvait la citoyenne A. T., la femme négligée d'un militant ortho qui veut éduquer la masse. Rentrée chez elle, elle dit à son mari : « Le curé n'était pas content. Il n'a fait qu'attraper un nouveau saint qui est damné. C'est le fameux Saint-Dicat. J'ai fait le tour de la chapelle par curiosité, pour voir le coupable. J'ai bien vu Saint-Pierre, Saint-Paul et d'autres, je n'ai pu voir Saint-Dicat. Sans doute, M. le curé l'a mis en pénitence ».

— Et nous, nous l'avons mis à l'index, répondit le farouche moscouite.

Pauvre syndicat ! Il faut qu'il ait la peau dure pour résister aux assauts simultanés des jésuites rouges et noirs.

Service, service !

Le camarade Bouchez, ancien budgétiste des Métaux, est occupé comme portier chez le camarade Krassine, ambassadeur bolchevique.

Il remplit ce poste... de confiance avec sévérité, comme le ferait un pandore traitée.

L'autre matin, un monsieur bien mis, décoré, descendit d'une limousine, et franchit d'un pas assuré l'huis de l'ambassade soviétique.

Je voudrais voir Monsieur Krassine, dit-il au pipiste rouge.

— Il n'y a pas de « monsieur », ici, répliqua le caribère écarlate. Il n'y a que des camarades et il repoussa dans la rue ce bourgeois mal appris.

Un secrétaire diplomatique, le camarade Tartaroff passait en ce moment. Le décoré lui exposa son affaire, et tous les deux s'engouffrèrent dans la cour ornée de la faucille et du marteau, au grand ahurissement du camarade Bouchez, qui n'osait plus rien dire.

Cinq minutes après, le camarade Krassine s'amenait en personne. Furieux, il apostropha ainsi le camarade Bouchez : « Je commence à en avoir assez de tes bêtises. Tu feras du « camarade » avec des idiots comme toi, mais pas avec des fourmis de la Russie ! »

Le décoré était le représentant de la grande firme Peugeot, laquelle vient de passer un marché important avec le gouvernement du prolétariat.

Depuis ce jour-là, Bouchez a supprimé « camarade » de son répertoire. Il faut le voir distribuer du « monsieur » à des prolétaires authentiques comme le bogaï qui apporte le charbon, le blanchisseur qui vient chercher le linge sale, le filé qui fait la liaison entre le ministère bour-

Aux camarades du Conseil syndical des Scieurs de Pierre tendre

C'est le cœur ulcéré que je fais cette courte déclaration. Vous n'ignorez pas la campagne menée contre moi et les injures qui m'ont été décochées durant ce dernier mois.

A part quelques amis personnels qui m'ont apporté leur témoignage de camaraderie et de sympathie, certains camarades m'ont laissé insulter et calomnier.

Cependant, en tant que l'un des fondateurs du Syndicat, j'ai dû depuis des années subir la rancœur et l'index des patrons ; j'étais en droit de compter sur la solidarité morale de mes corporants.

Je ne regrette aucunement d'avoir fait œuvre de militant et d'apporter tous mes efforts pour développer le syndicalisme. Cette propagande, je suis décidé à la continuer inlassablement et vigoureusement.

Aujourd'hui le syndicalisme subit une crise telle que les politiciens de toutes éti-quettes se ruent sur lui pour l'étrangler ou le domestiquer.

Tout en tenant compte de ces contingences, je ne puis accepter d'être à la merci d'ordres émanant d'éléments extérieurs au syndicalisme, ou de gens qui ni le loïn ni de près n'ont de rapports avec lui.

Le dégoût donc ma responsabilité leur attachement à la C.G.T.U., truchement et filiale du Parti Communiste agissant pour le propre compte de l'I.S.R. de Moscou.

Cette responsabilité que prennent quarante-six hommes sur cent vingt-six inscrits, je ne puis l'accepter, et j'aurai pour devoir de poser la question nettement et précisément aux quatre-vingt autres.

En acceptant de quitter la vieille Fédération du Bâtiment qui vous a toujours soutenus pécuniairement et moralement, ce serait la négation du syndicalisme purement et simplement révolutionnaire ; je ne puis compromettre mon passé de militant de cette façon sans passer aux yeux de mes amis de vingt ans de lute, pour un renégat.

Encore une fois je vous mets en garde contre l'emprise politique du P.C. sur la C.G.T.U., en vous disant que la politique n'a jamais fait que diviser les travailleurs au lieu que le syndicalisme les fait se réunir. Je suis obligé de ne pas m'associer à votre nouvelle orientation que je trouve néfaste.

Aujourd'hui encore je déclare que quelles que soient la forme et la composition d'un gouvernement, le véritable syndicalisme lute de classe se doit de combattre ce dit gouvernement, le syndicalisme devant empêcher pour la disparition du salariat, doit avoir pour devise « Ni dieux, ni maîtres », et ses efforts doivent se concentrer pour avoir la gestion et le contrôle des moyens de production et d'échanges.

J'enregistre donc votre séparation, pour moi, j'invoierai mes amis à continuer le vieux syndicalisme.

A bas la politique et les politiciens ! Vivent le vieux Syndicat et la vieille Fédération !

Emile LEGHAPT.

Dans le S. U. B.

Aux Paveurs et aides et parties similaires. Section technique du S.U.B. — Camarades ! Voici bientôt la fin des mauvais jours, car le temps passe vite. Qu'allons-nous faire ? Resterons-nous aussi inactifs que l'année précédente ! Non, camarades !

Il ne faut pas, il faut que l'année 1925 voie un redoublement d'efforts de notre part et ce que nous n'avons pu malheureusement arracher antérieurement, nous l'aurons bientôt, c'est-à-dire, notre cahier de revendications, c'est pourquoi nous vous convions tous à venir affirmer votre volonté à l'Assemblée générale qui se tiendra à la Bourse du Travail, rue du Château-d'Eau, petite Salle des Grèves, le Dimanche 1er Février 1925, 9 heures du matin.

Relevons un peu le dos les Bossus ! Tous à l'ouvrage, les résultats sont au bout, si vous le voulez.

Le Conseil.

Section des Menuisiers. — Allons les « Bouts de Bois », allez-vous sortir de votre torpeur, autrement ce serait à désespérer.

Les gros travaux vont commencer ; une besogne de propagande s'impose plus que jamais, il va falloir que les copains mettent la main à la pâte et qu'ils donnent au bureau du S.U.B., les noms et adresses des maisons faisant plus de 8 heures et tous les renseignements utiles concernant la propagande à faire dans les ateliers et chantiers.

Allons un effort !

Le Conseil de la Section.

P. S. — Le camarade Hamel est prié de rapporter le livre des menuisiers à la permanence.

Grèves et Revendications

Fin de la grève de Mazamet

Mazamet, 27 janvier. — Le travail a repris hier. Le préfet du Tarn, arbitre, a rendu sa sentence aux termes de laquelle : 1° il n'y aura aucun renvoi pour faits de grève ; 2° les salaires à la journée inférieurs à 16 francs seront majorés de 0 fr. 75 par jour, ceux supérieurs à 16 francs seront majorés de 0 fr. 50 par jour ; 3° les ouvriers aux pièces recevront une prime de 0 fr. 50 par jour, 0 fr. 25 s'ils ne travaillent qu'une demi-journée ; 4° les femmes et les enfants recevront 0 fr. 25 de plus par jour.

Un succès à Renazé

A Renazé (Mayenne), la grève des ouvriers fondeurs des Ardoisières de la Gautérie vient de prendre fin. Les salaires sont augmentés de 5 francs par jour.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : GEORGES LACHAUME

Imprimerie spéciale du Libéraire

10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

Communiqués syndicaux

Syndicat Autonome de l'Ameublement de la Seine. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, rue Paul-Bert, 3 (19). Questions importantes. Présence indispensable.

Fédération du Bâtiment. — Réunion de la Commission exécutive, ce mercredi soir, à 20 h. 30, précises, au siège.

Syndicat Autonome du Bâtiment de Reims. — Assemblée générale. — Les ouvriers du Bâtiment sont invités à assister nombreux à la réunion qui aura lieu ce mercredi soir, à 21 heures, salle Municipale, boulevard Cartier. L'ordre du jour étant des plus importants, la présence de chacun est indispensable.

Chaufrage Central. — Réunion du Conseil d'administration ce mercredi soir, à 18 heures, à la Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 23. Présence indispensable de tous les membres.

Coffeurs Autonomes. — Assemblée générale ordinaire, ce mercredi, à 21 heures très précises, 51, rue du Château-d'Eau.

Ordre du jour : Procès-verbal ; Rapport moral ; Rapport financier ; Rapport de la Commission de contrôle ; le Décret pour la Semaine anglaise ; l'Action pour le faire appliquer.

Nous prions instamment les copains d'être tous présents, afin de montrer à nos adversaires que la douzaine d'anarcho-syndicalistes et petits bourgeois a fait des petits...

Que pas un ne manque.

P.S. — La salle étant louée, la consommation n'est pas obligatoire.

Fédération Autonome des Ouvriers Coiffeurs. — Les camarades ayant de la copie pour l'« Ouvrier » sont priés de la faire parvenir plus vite à Tixier, 44, rue de Montmorency, ou de la lui apporter à l'Assemblée.

Chambre Syndicale des Emballeurs (3, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e). — Emballeurs syndiqués ou non, la Fédération Unitaire du Bois à laquelle vous appartenez organise une grande réunion corporative au gymnase Japy, demain 29 janvier, à 18 heures, rue Japy 11^e. Afin de défendre nos intérêts corporatifs, les camarades devront passer chercher des tracts à la permanence, les distribuer et faire la propagande nécessaire pour assister en nombre à cette réunion.

Terrassiers. — Réunion du Conseil d'administration demain jeudi, à 17 h. 30, Bourse du Travail, salle des Commissions, 3^e étage.

Fédération Nationale des Jeunes Syndicalistes. — Réunion du B. N. demain jeudi, à 20 h. 30, rue Cambon, 18 (19^e).

Tous les délégués du B. N. sont priés de faire le nécessaire pour être présents.

Jeunes Syndicalistes. — Tous les groupes sont instamment priés de donner leur adresse exacte au Bureau de la Fédération Nationale, pour l'envoi de circulaire (important) et de la correspondance. Ecrire au camarade Tibermont, coopérative « La Solidarité », 15, rue de Meaux, Paris (10^e).

Jeunes Syndicalistes du Livre. — Réunion de la Jeunesse, Bourse du Travail, 3^e étage, bureau 31, cours de François.

Jeunes Syndicalistes des 14^e et 19^e. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, rue Saint-Bernard, 2. Il faut espérer que les copains se dérançent un peu plus Olivier est particulièrement convoqué.

Jeunes Syndicalistes des 10^e et 19^e. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, à la « Solidarité », 15, rue de Meaux.

Causerie par Couture sur « Syndicalisme et Politique ».

Jeunes Syndicalistes du 18^e. — Réunion ce mercredi soir, 30, rue Henneil. Causerie par un camarade, à 20 h. 30.

Jeunes Syndicalistes de Clichy. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, rue de Paris, 60. La présence de tous les copains est indispensable.

DANS LE S. U. B.

MACONNERIE-PIERRE. — Conseil syndical ce soir, à 18 heures, Bourse du Travail, 1^e étage, bureau 13.

Que tous soient présents.

COMMISSION EXECUTIVE DU S. U. B. — Réunion de la C. E. demain jeudi, à 18 heures, Bourse du Travail, bureaux 13 et 14.

L'ordre du jour étant très important, tous les camarades sont priés d'être présents à l'heure. Les Mandataires en Chaufrage sont priés d'envoyer à la réunion leurs cinq délégués.

PERMANENCE PRUD'HOMALE. — Ce soir, de 19 heures à 20 heures, Bourse du Travail, 1^e étage, bureau 13.

Cours professionnels

CHARPENTE EN BOIS. — A 20 heures, salle des Travaux, premier étage, Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Communications diverses

AVIS. — A la suite d'un malentendu, un peu envoyé à Grandcazar a été refusé. L'expéditeur du pneu est prié de le renvoyer à l'adresse indiquée ou des instructions ont été données pour la réception.

Club du Faubourg. — Le Club organise demain soir, au théâtre de la Fourmi, un grand débat : « Pour et contre les Courses de Taureaux ; sport ou barbarie ? Doit-on autoriser une corrida à Paris ? », avec les orateurs de l'Union Tournaichienne contre ceux de la Société Protectrice des Animaux. On entendra, pour la première thèse : Mlle Moudon, le député Yvanegarray, MM. Serge Véber, J.-J. Renaud, Charles Lussy, Daniel Galdine, etc. ; et pour la seconde, M. Berchem, président de la Société Protectrice des Animaux, qui a convoqué comme témoins Mmes Colette, Rachida, Moreno, MM. Gustave Tary, Clément Vautel, Emile Desvieux, etc. Encore un débat animé en perspective.

Groupe Anarchiste du 14^e. — Aujourd'hui mercredi, à 20 h. 30, réunion, 111, rue du Château. Causerie par Georgie Knap, sur « les Conséquences du Progrès dans l'évolution de l'espèce humaine ».

Les camarades sont invités à venir nombreux.

Réunion tous les mercredis.

Fédération des Locataires de la Seine. — Locataires du 20^e. — Renseignements juridiques, de 20 heures à 22 heures, au « Perroquet-Vert », 36, avenue Gambetta.

Locataires du 20^e. — Assemblée générale ce soir, à 20 h. 30, à la « Bellevilloise », rue Boyer, 23, salle Jean-Jaurès.

Section de Montreuil-sous-Bois. — Réunion de la Commission exécutive ce mercredi soir, à 21 heures, salle, avenue du Président-Wilson, à Montreuil.

Ordre du jour : Suite des comptes rendus du Conseil fédéral.

Comité « L'Entraide ». — Nous prévenons les camarades du Comité de l'Entraide de la prochaine Réunion du Conseil, auquel ils se feront un devoir d'assister, demain soir, à 19 h. 30, permanence du Syndicat des Terrassiers, Bourse du Travail, 1^e étage.

Ordre du jour : Discussion sur l'Entraide, et contrôle.

La Muse Rouge. — Tous les mercredis, réunion plénière.

Ne pas oublier que c'est le dimanche 1^{er} février qu'aura lieu ses gaudes : en matinée, à 14 h. 30 ; en soirée, à 20 h. 30.

La Vie de l'Union Anarchiste

Le Brasseur, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).
Chèque postal : 708-78 Paris

Paris et banlieue

LIBRAIRIE SOCIALE

Réunion du Conseil d'administration, ce soir, à 21 heures précises. Que tous soient présents des décisions devant être prises.

Groupes des 3^e et 4^e. — La réunion constitutive du Groupe aura lieu samedi soir, 31 courant, à 20 h. 45 précises. Les camarades des 3^e et 4^e arrondissements répondront tous à cette convocation. La discussion portera sur l'organisation du Groupe, les moyens à envisager pour l'action dans la région. Le Groupe décidera aussi de la tenue d'une grande conférence-concert.

Tous les amis assisteront à cette réunion de samedi soir qui aura lieu 10, rue Brosse, sur la place de l'Eglise-Saint-Gervais, derrière l'Hôtel de Ville (métro Hôtel-de-Ville, autobus A. D.). Pour tous renseignements, lisez la rubrique « Vie de l'U. A. ».

Adressez provisoirement la correspondance à Pierre Orléon, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

Groupe Unitariste des 5^e et 6^e arrondissements. — Demain 29 janvier, causerie par Ménéral sur : « Les causes et les origines des guerres ». Invitation à tous les copains.

Les camarades des groupes des 13^e, 14^e et 15^e sont priés de se mettre en rapport avec le 5^e et le 6^e pour l'organisation d'un meeting en commun sur la rue gauche.

Groupe des 9^e et 18^e. — Demain jeudi, causerie par le camarade Wolf sur un sujet très intéressant, saint Hémmer, 77, boulevard Barbès. Les camarades sont priés d'être nombreux. La contradiction amicale est sollicitée.

Groupe du 11^e. — Ce soir, causerie par un camarade ; questions diverses, salle Garin, rue Lecharrière, 7.

Groupe du 15^e. — Réunion ce mercredi soir, à 20 h. 30, rue Mademoiselle, 85.

Causerie sur « Babeuf et le Babouvisme ; la première apparition d'un système communiste ». Tous les membres sont invités cordialement à suivre nos réunions, où nous nous efforçons de faire œuvre utile.

Groupe du 20^e. — Réunion demain jeudi, à 20 h. 30, rue de Ménilmontant, 4.

Compte rendu du C. I. : Controverse entre les camarades Desnos et Perrier (sujet : « Les Anarchistes dans la Société »), suite.

Groupe Régional de Bezons. — Tous les copains qui ont pris pour la vente des cartes de la fête du 20 doivent assister à la réunion d'aujourd'hui mercredi, à 20 h. 30, salle de l'Anarchiste-Mairie, où faire remettre les fonds et ce qui leur reste de cartes afin de pouvoir faire les entrées vendredi.

Que tous les copains qui peuvent donner un coup de main le 30, à 20 heures, soient présents.

Groupe de Pantin-Aubervilliers. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, rue des Ecoles, 14, à Aubervilliers.

Organisation d'un meeting à Pantin.